

Jacques PARINI

Septembre 2009

« Le MRP vous parle »

Aux lecteurs du journal

Cher abonné, cher lecteur, cher ami,

Voici le complément à mon courrier du mois d'août, que je vous annonçais, à la fin de mon texte, pour l'arrivée de l'automne. Il y traite de ce que j'ai appelé les contrastes du MRP, qui se sont développés après sa disparition, au sein de notre amicale.

L'histoire de l'électorat du MRP (1945-1965), telle qu'elle s'offre à l'attention du chercheur, est la seule du genre parmi les histoires des partis et elle n'a été que rarement et superficiellement traitée par les historiens, mis à part François Goguel, à qui se réfère beaucoup Pierre Létamendia dans sa thèse sur le MRP (Beauchesne, 1995). Encore y manque-t-il la recherche des motivations de ses électeurs, ceux qui lui restèrent fidèles comme ceux qui le quittèrent et, au-delà, après sa disparition, les motivations de ses anciens militants et de ses anciens élus qui s'engagèrent dans des camps adverses, tout en se réclamant de lui, donnant ainsi à l'observateur impartial l'image d'un éparpillement sans bornes. L'histoire de cet éparpillement, c'est aussi celle de ses contrastes.

Le 21 octobre 1945, élection de la première Assemblée Constituante : le MRP, créé seulement 11 mois plus tôt, recueille 23,9% des suffrages exprimés. Le 2 juin 1946, élection de la seconde Assemblée Constituante : il en obtient 28,2% et devient ainsi le premier parti de France, devant le Parti communiste. Le 10 novembre 1946, il atteint 25,9%. Aux deuxièmes élections législatives, à l'issue de la première législature de la Quatrième République, le 17 juin 1951, son score descend à 12,6%, alors que le nombre total des suffrages exprimés est resté étonnamment stable au cours des quatre années et demie écoulées (19.216.375 puis 19.129.424). Le fait nouveau, c'est l'arrivée dans la compétition du Rassemblement du Peuple Français, créé par de Gaulle le 7 avril 1947 : ce nouveau parti, encore plus jeune que le MRP, obtient 21,6% des suffrages.

Ainsi, le MRP a-t-il perdu ce 17 juin 1951 51,3% des voix qu'il avait recueillies le 10 novembre 1946 et les perd-il principalement au profit du parti gaulliste. Cette moitié de son corps électoral original, le MRP ne le récupérera jamais, quels que soient son rôle et son influence dans les années suivantes. Comme l'expliquera Jean Lecanuet quand il sera porté vingt-sept ans plus tard à la présidence de l'UDF (fonction qu'il exercera durant dix ans) et qu'il lui arrivera d'évoquer le passé, les pesanteurs sociologiques sont les plus fortes et les plus permanentes, même quand la société change, dans les réflexes politiques du corps électoral. En l'occurrence, en ce mois de juin 1951, la droite achève de retrouver ses marques historiques sur le terrain électoral.

Au fond, quoi de plus normal ? Comme défenseurs des valeurs chrétiennes, les candidats du MRP avaient attiré les électeurs qui en avaient la même conception qu'eux mais aussi des catholiques qui ignoraient ou dédaignaient la longue histoire des "démocrates populaires" - comme les appelaient Robert Cornilleau dans ses ouvrages - celles aussi du Sillon et de la Jeune République, le programme du Conseil National de la Résistance - présidé par

Georges Bidault après l'arrestation de Jean Moulin, le Manifeste révolutionnaire publié par le MRP le jour de sa fondation, le 26 novembre 1944, et qui regardaient ce nouveau parti avec une certaine réserve. Ah, comme il était dommage qu'il fût l'un des principaux acteurs de la mise en œuvre des grandes conquêtes populaires, économiques et sociales entreprises par de Gaulle en 1945! En vérité, le MRP n'était-il pas socialiste? Un péché! Socialiste, ou même travailliste, comme ils disent eux-mêmes? Brrr!

Le MRP s'adapte alors à son sort, autant que faire se peut. Ce qui n'est pas facile dans une France où les grands courants politiques de droite (RPF et modérés, du centre (radicaux) et de gauche (SFIO et PC) souhaitent parallèlement sa disparition. « Le MRP est un parti qui ne devrait pas exister », dit Guy Mollet, sans se douter qu'il lui arrivera d'en avoir bien besoin dans les années à venir.

Mais le MRP existe et il ne change rien à sa vocation, qu'Albert Gortais a rappelée en une phrase dans son rapport doctrinal devant le troisième Congrès national du Mouvement, à Paris, le 14 mai 1947 : « Il s'agit essentiellement de libérer l'homme de la tyrannie de l'argent; il faut une rupture avec le système capitaliste. »

Durant l'été 1951, le MRP fait voter (le Gouvernement restant neutre) la loi Barangé, qui va sauver les écoles primaires privées menacées de disparition, surtout dans les régions où les écoles publiques ne pourraient pas les remplacer, parfois, tout simplement faute d'exister. Il s'agit d'une aide financière, proportionnelle au nombre de leurs élèves, en faveur de toutes les écoles primaires, qu'elles soient publiques ou privées. Les instituteurs des écoles publiques y trouvent les moyens qu'ils réclamaient pour moderniser l'équipement de leurs classes, mais la SFIO la juge contraire aux principes républicains (loi du 28 septembre 1951). Les socialistes ne quittent pas pour autant la majorité de Troisième Force, mais ils maintiennent leur refus de participer au gouvernement (le deuxième cabinet Plevin), pratiquant ainsi la méthode du soutien sans participation; une méthode que la SFIO a déjà utilisée en quittant le Gouvernement Bidault en février 1950.

Mais ce soutien ne dure pas. Le 7 janvier 1952, la SFIO provoque la chute du Gouvernement Plevin. Puis elle refuse de participer au premier gouvernement formé par Edgar Faure, dont elle vient pourtant de voter l'investiture, le 17 janvier 1952; mais elle lui conserve son soutien jusqu'à son terme; elle vote pour lui le jour de sa chute, le 29 février 1952. Tout cela est compliqué. Mais la situation s'éclaircit en mars: la SFIO se place dans l'opposition et vote contre l'investiture d'Antoine Pinay le 6 mars 1952, de René Mayer le 6 janvier 1953 et de Joseph Laniel le 26 juin 1953. La Troisième Force disparaît. C'est Léon Blum qui l'avait inspirée après son bref passage à Matignon (16 décembre 1946-22 janvier 1947) et c'est encore Léon Blum qui avait amené la SFIO à l'accepter après le passage du Parti communiste dans l'opposition le 4 mai 1947. Et c'est la SFIO qui la fait disparaître, dès mars 1952...

Le vide qu'elle provoque ainsi est partiellement comblé par le RPF, qui est lui aussi en crise (27 voix pour Pinay, 71 pour Mayer, 62 pour Laniel). De Gaulle a fait savoir le 7 mai 1953 qu'il retirait au Groupe gaulliste le droit d'agir au nom du RPF (ce groupe s'appellera URAS puis Républicains sociaux). Cette agitation, due aux divisions internes des partis, entoupe les visions à

échec lointain ; elle explique, soit dit en passant, le temps que le Congrès du Parlement va consacrer, en décembre 1953, à l'élection de René Coty à la présidence de la République...

Avec Mendès-France, investi par l'Assemblée le 18 juin 1954, la SFIO en revient d'ailleurs au soutien sans participation et, avec Edgar Faure, investi le 23 février 1955, elle en revient à l'opposition. La SFIO de Guy Mollet existe, oui, mais elle est en errance. Et son ancien allié, le MRP, a la vie dure et ne s'égarer pas hors de ses objectifs.

Effectivement, le MRP joue le premier rôle dans la construction de l'Europe unie sur la voie ouverte par Robert Schuman en 1950. Il continue d'assumer de lourdes responsabilités dans les gouvernements successifs. Il n'est pour rien dans l'ouverture des crises ministérielles (on en comptera sept au cours de la deuxième législature, qui va du 17 juin 1951 au 2 janvier 1956). Ses propositions, ses approbations, ses refus, son action restent guidés par la volonté de donner à l'Etat la mission et le pouvoir de faire prévaloir l'intérêt général et les droits de la personne humaine et d'assurer par la loi la promotion des travailleurs, dont l'exploitation par la puissance de l'argent n'a pas disparu.

Les exemples des résultats ainsi obtenus par le MRP sont innombrables. En voici quelques uns, qui traduisent un changement de société, lent mais profond.

- Loi anti-trusts : Une loi Germaine Poinso-Chapuis - Henri-Louis Grimaud établissant un contrôle à la fois professionnel, administratif et judiciaire sur les ententes professionnelles a été votée le 10 juillet 1952 (en première lecture) avec l'accord d'Antoine Pinay, chef du gouvernement, mais seulement avec les voix MRP, SFIO et communistes, la droite et les radicaux votant contre. La procédure parlementaire s'est arrêtée là mais c'est ce vote qui a conduit les gouvernements suivants à traiter le problème avec d'autres moyens.
- Revalorisation des loyers (des logements) pour relancer la construction, avec des critères précis qui réintroduisaient pour la première fois en France le droit de propriété (Dominjon et Grimaud).
- Création de l'allocation-logement, qui dure encore sous diverses formes (Georges Coudray, Pierre Dominjon).
- Négociation contractuelle des conditions de travail dans le cadre des conventions collectives : elle est rétablie par une loi de 1950, qui est l'aboutissement d'une proposition de loi de Joseph Doumer déposée le 10 février 1949, reprise par un projet de loi du Gouvernement Bidault, déposé le 22 novembre 1949, rapporté au nom de la Commission du Travail par Edouard Moisan, avec extension aux salariés des grandes exploitations agricoles et forestières, aux gens de maison, aux travailleurs à domicile, aux concierges... La droite et les radicaux votent contre, le RPF s'abstient. Pour la bourgeoisie, à l'époque, les "petites gens" ont déjà bien de la chance qu'ils ne payent et leur donne un jour de congé par semaine.
- "La grève ne rompt pas le contrat de travail", sauf faute lourde imputable au salarié : c'est là un article additionnel de Charles d'Aragon dans le débat sur les conventions collectives.
- Arbitrage des conflits du travail : l'arbitre sera désigné selon une procédure contractuelle entre patrons et employés, qu'il y ait convention collective ou non (Edouard Moisan).
- Salaires minimum : c'est sous le Gouvernement Bidault et sur le rapport de Moisan

qu'est créé, au début de 1950, le salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig); il sera fixé par le gouvernement, par référence à un budget-type, indicatif, étudié par la Commission supérieure (nationale) des conventions collectives.

- Extension de l'assurance-maladie aux étudiants (Charles Viatte, en 1952, à l'occasion de la discussion budgétaire.
- Echelle mobile des salaires : elle est instituée en 1952 en accord avec Antoine Pinay, président du Conseil, qui l'a promise au MRP lors de l'établissement de son programme gouvernemental.
- Allocation -veillière : elle est régulièrement revalorisée grâce à Louis Beugniez, président de la Commission du Travail. Le MRP en obtient l'extension aux veuves et aux femmes abandonnées.
- Indemnisation des accidents du travail : sa revalorisation est assurée grâce à Henri Mech, président de la Commission du Travail.
- Prestations familiales : leur revalorisation est due à la vigilance permanente de Fernand Bouxom.
- Economiquement faibles : Jean Cayeux obtient la création d'une carte leur assurant l'assistance médicale et judiciaire gratuite et un voyage annuel gratuit en train.
- Code du travail outre-mer (et confirmation <sup>de l'interdiction</sup> absolue du travail forcé) dans les territoires français d'Afrique Noire : préparé par le MRP en liaison avec des experts de la CFTC, parmi lesquels des syndiqués africains, il est l'œuvre, à l'Assemblée Nationale, en 1951, de Jean-Jacques Juglar et de Joseph Dumas. La dernière lecture intervient le 23 novembre 1952. Le texte est voté par 353 voix (MRP, IOM, socialistes, communistes, 18 UDSR, 10 RPF, 10 Paysans, les 7 radicaux et les 7 Indépendants membres du Gouvernement, obligés de rester solidaires du président du Conseil, Antoine Pinay. Tous les autres députés s'abstiennent. Il y a une voix contre : celle du général Aumeran, député d'Alger.

Ainsi, bien qu'associé à la droite dans une majorité qu'il n'a pas voulue et dans une série de gouvernements où les ministres représentent des groupes profondément divisés, le MRP garde son rôle singulier : sa sensibilité populaire ne s'émousse pas.

Mais que va donc lui valoir cette singularité préservée aux élections législatives du 2 janvier 1956 ?

Il recueille 2.366.361 voix, score très proche de celui du 17 juin 1951, qui était de 2.369.778 voix ! Mais, en pourcentage, il passe de 12,6 à 11,1. Il a 74 élus (88 en 1951). Il lui a manqué des voix dans la classe moyenne, où on lui reproche sa réserve à l'égard de Pinay et aussi dans les milieux citadins, intéressés par les compétitions politiques, et parmi les militants de la CFTC, où l'on pense qu'il aurait dû s'entendre avec Mendès-France. Une syntonie entre ces deux courants contradictoires était-elle possible ? Ce n'est pas sûr.

En tout cas, pour le MRP, son score traduit un recul parmi les 103 circonscriptions électorales de la métropole, il y en a 57 où le MRP n'a aucun député. Son électorat se régionalise, comme était régionalisé l'électorat des "démocrates populaires" avant la guerre. Deux candidats de la Jeune République, rivaux du MRP, sont élus; Jean Lecanuet est battu en Seine-Meuse. Parmi les militants MRP, on parle de dérive droitiste du Mouvement, en dépit des résultats de sa politique sociale. Les crises algérienne et indochinoise ont pesé en sens inverse.

Dirigé par deux chefs rivaux, Pierre Mendès-France et Guy Mollet, le Front Républicain proclame sa victoire au soir du 2 janvier 1956. C'est vite dit ! Les candidats qui se sont réclamés de lui durant la campagne électorale sont les socialistes, les deux tiers des radicaux et de l'UDSR et les deux-tiers des Républicains sociaux (qui confient leur avenir à Jacques Chaban-Delmas). Ils ont recueilli ensemble 25% des suffrages exprimés et obtenus au Palais-Bourbon 195 sièges, sur 595 (32,7%).

Guy Mollet, que Coty préfère à Mendès, accepte cependant de former le gouvernement. Il est investi le 31 janvier 1956 par 420 voix contre 71 (modérés et joujadistes). Mais cette majorité est une addition de contraires; elle est divisée sur la construction européenne; dans les domaines financier, économique et social, elle n'a rien de socialiste. Formé le 1<sup>er</sup> février dans une première composition, le gouvernement regroupe simplement 17 SFIO, 14 radicaux, 4 UDSR et le général Georges Catroux, avec le titre de ministre résident en Algérie. Mais Guy Mollet n'a pas de politique pour résoudre la crise algérienne, qui devient un soulèvement national des autochtones. Accueilli le 7 février 1956 par des jets de tomates à Alger, il procède à un remplacement-éclair de Catroux, favorable à une politique libérale, par Robert Lacoste, partisan de l'Algérie française. Le 21 février, il ajoute à son équipe gouvernementale deux URAS, Chaban-Delmas et Lemaire, ce qui accroît la confusion. Au point que Mendès-France, ministre d'Etat, quittera le gouvernement le 23 mai. Le Front Républicain, déjà fantôme au départ, est en cours de démolition.

Ainsi, dès les premiers mois, l'expérience Mollet ne résout rien et complique tout. Elle ne comporte qu'un seul point positif: le socialiste Christian Pineau et le radical Maurice Faure (ministre et secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères), chargés de préparer le traité créant le Marché Commun, sont des partisans résolus de la construction européenne (Traité de Rome - 25 mars 1957). C'est cette perspective qui amène les députés MRP, le 31 janvier, à voter l'investiture de Guy Mollet, bien que celui-ci ne lui offre pas de participer au gouvernement.

Cet ensemble de contradictions, de faux-semblants et d'impuissance peut-il durer alors que la crise algérienne devient une guerre? Oui, l'expérience Mollet va durer seize mois, un record sous la Quatrième République, à l'étonnement de tout le monde. Et à quoi tient donc ce miracle? Ce n'est pas un mystère et si c'est un miracle, ce miracle n'excuse personne. En vérité, l'Assemblée Nationale élue le 2 janvier 1956 dans l'annonce de grands changements n'a pas plus de politique algérienne que la précédente et le fait que le nouveau gouvernement n'en ait fait davantage ne peut pas lui offrir un motif de désavouer.

Cependant, la situation s'aggrave et le Gouvernement Guy Mollet tombe le 21 mai 1957, renversé par 250 voix contre 213. Le Groupe MRP vote pour lui, par tactique, sans prendre le risque de le prolonger car les jeux étaient faits. Le gros des modérés vote contre; il y a 28 abstentions chez les radicaux, dont celle de Mendès-France. Le Front Républicain, du moins ce qu'il en reste, abandonne Guy Mollet comme une vieille paire de chaussettes. Un dirigeant politique tire profit de l'événement, devant l'opinion publique: Mendès-France.

Coty a cette fois un bon réflexe: il fait appel à Pierre Pflimlin. Le président du MRP accepte mais il veut obtenir la participation des quatre grandes familles politiques, le MRP, la SFIO, les radicaux-UDSR-RGR et les modérés rassemblés dans le Centre des Indépendants et Paysans. Aussitôt les demi-soldes du Front Républicain passent à la manœuvre: les radicaux disent qu'ils attendent de savoir ce que fera la SFIO. Celle-ci, forcée de répondre, prend le temps de réfléchir et répond "non" à Pflimlin, décision qu'elle prend par 74 voix (dont celle

de Guy Mollet !) contre 22. Ce qui ne l'empêche pas quelques jours plus tard, le 12 juin, en accord avec ledit Guy Mollet, de voter l'investiture du radical Bourges - Maunoury, qui n'a pas plus que lui de véritable politique algérienne à proposer. Entre bons camarades, la partie continue.

Pour une fois, le MRP trouve la coupe trop amère. Il refuse la participation que lui propose Bourges et il s'abstient dans le scrutin d'investiture, le 13 juin; ce qui réduit le score du président nouvellement investi à 240 voix (40% sur les 595 députés composant l'Assemblée) contre 194 et lui laisse sur les bras les mêmes dossiers et les mêmes visages à regarder. C'est mauvais signe. Son gouvernement est renversé le 30 septembre 1957, sur un projet de loi-cadre visant à doter l'Algérie d'un nouveau statut institutionnel, plus libéral que le projet préparé par Mollet sur le même sujet; le scrutin donne 279 voix contre le gouvernement (communistes, poujadistes, 20 radicaux - USR - RGR, 17 Républicains sociaux, 51 modérés) et 253 voix pour (dont 67 MRP, qui lui font cette aumône par charité).

Vient ensuite, le 5 novembre 1957, après 37 jours de vide, un autre radical, Félix Gaillard (39 ans), qui réalise la cohabitation entre les quatre grandes formations politiques, celle que la SFIO et les radicaux ont estimée impossible quand Pflimlin l'a demandée cinq mois plus tôt. Le MRP y est représenté par trois ministres (Lecourt à la Justice, Pflimlin aux Finances et Affaires économiques, Paul Bacon au Travail et Sécurité Sociale) et trois secrétaires d'Etat (Alain Poher à la Marine nationale, Maurice - René Simonnet à la Marine Marchande et Henri Dorey à l'Agriculture - culture). Le MRP existe encore et si Mollet n'avait pas existé on aurait gagné beaucoup de temps et on se serait probablement moins engagé dans une guerre sans issue en Algérie.

Dans son gouvernement, Gaillard confie la "Défense nationale et Forces armées" au gaulliste Jacques Chaban - Delmas. Ce n'est peut-être pas la meilleure de ses idées. En effet, quand éclatera à Alger, le 13 mai 1958, dans la nuit, le putsch des partisans de l'Algérie française, on découvrira que Chaban - Delmas avait depuis des mois, à Alger, une antenne très ouverte aux activistes et dirigée par un certain Léon Delbecq, un homme de confiance, qui avait ses entrées jusqu'au Palais d'été. Gaillard, Chaban, quel rapport ? Durant les crises ministérielles, des bruits ont couru sur les relations entre Gaillard et les gaullistes. Ils n'ont pas attiré l'attention. Et rien n'est venu, ensuite, qui puisse en démontrer l'importance. En revanche, dans son livre « L'ardent Stockholm - 1975 », pages 221 à 223, il explique lui-même l'importance du rôle joué par Delbecq à la tête de cette antenne : « Cette antenne, complétant le système des missions dominici, avait pour mission de m'informer au jour le jour de tous les faits en relation avec le domaine militaire, c'est-à-dire de tout. » (page 221). A la page suivante, il ajoute : « Le 13 mai, j'étais revenu à Bordeaux d'un coup d'aile pour l'ouverture du Mai musical. Au cours de la représentation d'un ballet sur Romeo et Juliette, me parvint un message de Félix Gaillard me demandant de rentrer à Paris de toute urgence... » Autrement dit, Chaban était "informé au jour le jour de tout", mais ce qu'il avait appris le soir du 12 mai à Alger ne lui permettait pas de prévoir ce qui allait s'y passer le 13 ! C'est amusant mais cela ressemble fort à

un souci, a posteriori, de se disculper... En tout cas, au MRP, on ne savait rien et Pierre Pflimlin, quand il commença à rédiger son discours d'investiture, n'en savait pas davantage. Le "renseignement" fonctionnait mal à la direction du mouvement où, à tous les étages, on cultivait plutôt l'ingénuité. L'opinion publique n'en rendait compte, d'ailleurs, et l'ingénuité n'a pas un bon rendement électoral. Mais passons ! Et revenons au Gouvernement Gaillard, au début de 1958.

Sur la politique algérienne, qui se trouve désormais directement liée au problème des relations entre la France et la Tunisie, problème aggravé le 8 février par le bombardement du village tunisien de Saffet Sidi-Youssef, Félix Gaillard prend le risque de s'engager dans un projet offrant à la diplomatie anglo-américaine la recherche d'une médiation (c'est l'affaire des Bons Officiers). Il est renversé aussitôt, le 15 avril 1958, par 321 voix contre 255. Ce sont les modérés (avec 77 voix), une partie des radicaux - UDSR - RGR (avec 37 voix), les Républicains sociaux (dont le chef est Chaban) avec 17 députés qui passent ce jour-là dans l'opposition (ils sont probablement mieux informés que leurs collègues MRP sur ce qui se prépare à Alger) et mêlent leurs suffrages avec ceux des communistes et progressistes (avec 148 voix) et des poujadistes (avec 30 voix). « La crise qui vient de s'ouvrir est plus que grave, elle est dramatique », déclare Edouard Moisan, le nouveau président du Groupe (Robert Lecourt est ministre de la Justice), devant les journalistes.

C'est aussi l'avis de René Coty, qui a jugé sévèrement les socialistes et les radicaux au mois de juin 1957 quand ils ont barré la route à Pflimlin sur la voie de Matignon. Il les sermonne et fait de nouveau appel au président national du MRP, seul capable, à son avis, de sortir la politique gouvernementale de son immobilisme, d'avoir des idées nouvelles, un style et un tempérament d'homme d'Etat et de conduire en Algérie une politique cohérente. Etre attaché à une Algérie française est une chose, y maintenir le colonialisme en est une autre... Des modérés, tels Pinay et Coty, le savent.

Pflimlin apparaît donc comme l'homme providentiel. C'est sans doute juste, mais il arrive trop tard. Depuis des mois, le putsch - avec plusieurs plans possibles - est préparé avec l'Armée à Paris et à Alger. Il ne manque plus que le choix de la "bonne date". Et la meilleure date, celle qui mobilisera le plus de monde, c'est évidemment le jour où l'Assemblée Nationale se libérera de ses équivoques et votera l'investiture à un homme résolu à trouver une solution politique à la guerre d'Algérie. Et, pour jouer ce rôle, Coty ne voit qu'un seul parlementaire : Pflimlin.

Et voilà comment la destin tombe sur Pflimlin quand tout a été préparé pour le faire échouer. Le putsch est déclenché le jour même du débat d'investiture (lui-même ou des membres de sa famille reçoivent, par téléphone, des menaces de mort, jusqu'à son domicile personnel).

Il n'est pas question, ici, de refaire une histoire des complots du 13 mai ! A l'adresse de ceux qui lisent cette lettre, j'indique simplement que, parmi les dizaines d'ouvrages qui leur ont été consacrés, le plus riche en informations est celui

de Christophe Nick, publié chez Fayard en 1998 sous la titre « Résurrection » (c'était le nom secret donné au putsch). Il est le dernier, à ma connaissance, des livres consacrés à ce sujet et il a pour base les archives des services secrets, qui ont été ouvertes au public ... alors que toutes les autres études étaient achevées depuis très longtemps et que les auteurs de plusieurs d'entre elles n'étaient plus de ce monde.

D'après cet ouvrage, durant les dix-huit jours Pflimlin a passé à Matignon, c'est Michel Poniatowski, son directeur de cabinet (Jean Lecarvet était directeur-adjoint) qui se réservait en totalité la ligne téléphonique choisie pour mettre en contact le chef du gouvernement avec les principaux acteurs de la crise, ce qui était normal en raison des enjeux que son règlement allait entraîner. Ce qui l'était moins, c'était les comptes rendus que Poniatowski en faisait sous la forme qu'il jugeait utile, au baron Olivier Guichard. Celui-ci, installé dans les bureaux du RPF rue de Solferino, rendait compte, lui aussi, de ce qu'il jugeait utile de faire savoir à de Gaulle en appelant Colombey. Au moment se déroulait une guerre des nerfs entre Paris et Alger, ces relations, courtoises dans leur langage quand on lit les archives, donnaient un avantage considérable à de Gaulle. Le Général, en effet, se heurtait, dans les derniers jours, aux hésitations répétées de Salan - qui avait tous les pouvoirs à Alger mais au nom du Gouvernement Pflimlin - à franchir le Rubicon. « Dans cette affaire », disait-il dans les réunions tenues au Palais d'Été, la résidence de Robert Lacoste, « c'est moi qui risque ma tête ! » Et le baron Olivier Guichard lui adressait chaque fois les messages qu'il jugeait utile de lui adresser ...

Dans son ouvrage « Mémoires d'un Européen » (Fayard 1991), Pierre Pflimlin ne parle pas du rôle de son cabinet en mai 1958. Et quand paraît le livre de Christophe Nick, en octobre 1998, il a plus de 91 ans (il est né le 5 février 1907); il ne lit plus; il va s'éteindre en juin 2000.

Passons, là aussi, puisque ce n'est pas notre sujet. Du moins cette courte période de mai 1958 allait-elle montrer que les fondateurs du MRP avaient eu plus de vertus guerrières contre l'occupant allemand que dans leur résistance aux manœuvres des magouilleurs et profiteurs de la Quatrième République.

Et dans l'opinion publique on s'en rendait compte.

Le Général de Gaulle succède à Pflimlin, à Matignon, le 1<sup>er</sup> juin 1958 avec un gouvernement où se retrouvent, comme cela leur est arrivé plusieurs fois, les représentants des quatre grandes formations politiques. Pour le MRP, il s'agit de Pierre Pflimlin, Paul Bacon et Robert Buron. Une nouvelle Constitution est adoptée par référendum le 28 septembre 1958; elle obtient 17.668.790 voix contre 6.624.511; le MRP s'est prononcé "oui"; mais les militants ont voté librement, selon l'humeur du temps.

Aux élections législatives qui suivent, au scrutin uninominal de circonscription majoritaire à deux tours (choisi par de Gaulle avec l'accord de



l'inévitable Guy Mollet), les 23 et 30 novembre 1958, le MRP obtient 9,1% des suffrages exprimés (1.858.390 voix). A l'épreuve électorale précédente, il était à 11,1%. Il subit donc un sérieux recul. Comment l'expliquer? Ce n'est pas facile. L'UNR, le parti qui se réclame de l'homme providentiel, n'atteint que 17,6%, sensiblement moins que le RPF en 1954 (21,6%) et les formations de la droite classique atteignent 19,9%. La majorité qui naît ainsi est donc nettement axée à droite et elle croit à l'Algérie française. Le MRP, dans ces conditions, ne peut désormais jouer qu'un rôle de gestionnaire et de conseiller, tout en veillant à la sauvegarde des conquêtes sociales.

Elu président de la République le 21 décembre 1958 par le Parlement élargi à d'autres élus, de Gaulle confie à Michel Debré la tâche de former le premier gouvernement de cette nouvelle République, la cinquième. Le MRP y a trois ministres: Robert Lecourt (Coopération puis Sahara, TOM et DOM), Robert Buron (Travaux publics et Transports), Paul Bacon (Travail); et un secrétaire d'Etat: Joseph Fontanet (Industrie et Commerce). La politique algérienne échappe à tous les partis; elle est placée dans le « domaine réservé » au chef de l'Etat et elle va évoluer fortement au gré de celui-ci, sans sollicitation du gouvernement ou du Parlement.

Au moment de former son groupe au Palais-Bourbon, le MRP tente de l'ouvrir à des élus proches de lui (UDSR et modérés-centristes); il prend le titre de Groupe des Républicains populaires et du Centre démocratique; le résultat est limité: sur ses 56 membres, 50 sont MRP.

Où en est l'électorat du MRP? <sup>Il a été</sup> probablement attiré par des formations qui lui sont proches, telle la Démocratie Chrétienne de Georges Bidault et Alfred Coste-Floret, qui a recueilli aux législatives de novembre 2,50% des suffrages exprimés (520.408 voix). A noter que si l'on additionne le score du MRP, 9,1%, et le score de la DC, 2,5%, on arrive à 11,6%, chiffre supérieur à celui des législatives du 2 janvier 1956, qui était de 11,1%. Le recul dont nous venons de parler n'est donc pas aussi net.

La nouvelle politique algérienne du Général de Gaulle aboutit le 18 mars 1962 aux Accords d'Évian signés entre les représentants du Gouvernement français (Robert Buron, Louis Joxe et Jean de Broglie) et ceux du FLN. Ratifiés par référendum le 8 avril, ils conduisent l'Algérie à l'indépendance au début de juillet. Michel Debré, leader des parlementaires partisans de l'Algérie française, est remercié. Il a pour successeur Georges Pompidou, qui forme le 14 avril un gouvernement où il confie cinq portefeuilles au MRP: Maurice Schumann (Aménagement du territoire), Robert Buron (Travaux publics et Transports), Pierre Pflimlin (ministre d'Etat chargé... de la coopération!), Paul Bacon (Travail) et Joseph Fontanet (Santé publique). Il les connaît mal. Le 16 mai 1962, au lendemain de la déclaration du Général de Gaulle sur le Volapük européen, dans une conférence de presse, il s'étonne, comme le général lui-même, de leur démission collective à la demande de Pierre Pflimlin, président national du MRP.

S'ouvre alors un grand vide entre le pouvoir établi et le MRP, un vide qui ne sera pas comblé.

Le MRP a approuvé la politique algérienne du général, mais il va déplorer que le Gouvernement ne prenne pas les moyens d'assurer le respect des Accords d'Évian par le FLN lui-même (exode massif des pieds-noirs, massacre des harkis). Il désapprouve l'immobilisme de de Gaulle dans la construction de l'Europe, l'extension continue du domaine réservé au chef de l'Etat, la confusion entre le domaine de l'Etat et celui du parti dominant, la prolifération des actes

arbitraires, sur lesquels François Mitterrand publiera un livre-manifeste, « le coup d'état permanent », le passage en force dans la procédure de révision constitutionnelle en vue d'instituer l'élection du président de la République au suffrage universel (aussi, ce mode d'élection n'est pas contesté par le MRP).

Le MRP participe ainsi à un grand mouvement parlementaire de contestation, qu'on appellera le "Cartel des non" (bien malsonnant), qui s'étend de toute la droite classique (Paul Reynaud) jusqu'à la gauche. Cependant, ce mouvement ne sort guère de son cadre parlementaire. Dans ses profondeurs, l'opinion retient des événements de l'année que la guerre d'Algérie est enfin terminée même si la solution trouvée, avec ses drames et ses désordres, n'était pas ce qu'elle avait espéré en 1958.

C'est pourquoi aux élections législatives des 18 et 25 novembre 1962, les résultats traduisent un vide dans le débat politique : l'UNR, parti de l'Élysée, obtient 31,94% des suffrages exprimés (5.855.744 voix) et 229 sièges à l'Assemblée Nationale; le MRP, dont le nouveau groupe va s'ouvrir sur le centre et s'appeler Groupe du Centre démocratique, avec une présidence double, Pflimlin et Pleven, descend à 9,08% des suffrages exprimés (1.665.695 voix) et obtient 55 sièges; la SFIO passe à 12,54% (2.298.729 voix) et 65 sièges; le Parti communiste résiste à la vague avec 21,84% (4.003.553) et 41 sièges; les modérés, encore une fois un peu dispersés, gardent 13,6% des voix (2.493.525) et 64 sièges; la famille radicale se maintient mais à son faible niveau avec 7,79% (1.429.649 voix) et 42 sièges.

Il n'y a plus de Groupe MRP au Palais-Bourbon en cette fin de novembre 1962. Au sein du Groupe du Centre démocratique, qui compte 55 membres, 37 se déclarent MRP et forment une section du Groupe sous la présidence d'Henri Fréville, député-maire de Rennes. Au Palais du Luxembourg, en revanche, le Groupe MRP va garder son nom pendant plusieurs années, drapeau d'about.

Que sont devenus les électeurs MRP ? Depuis 1945, ils ont en partie changé; ils ont vieilli, ils sont morts, ce sont souvent leurs enfants et même leurs petits-enfants qui votent désormais; la société a évolué, les mœurs aussi et les dirigeants du régime gaulliste prennent du retard sur cette évolution.

Au sein de la grande famille MRP, ce sont les militants appartenant à la classe ouvrière qui disparaissent prématurément, hélas; à l'époque, la durée de vie des travailleurs est inférieure de près de dix ans à la moyenne nationale. Le MRP en subit le choc dans sa composition sociale.

En décembre 1965, un jeune et brillant militant MRP, Jean Lecanvet, est candidat à la présidence de la République, en accord avec d'autres jeunes, eux aussi jeunes et brillants militants, appartenant aux partis voisins. Avec 3.777.120 voix, il met de Gaulle en ballottage (de Gaulle, 10.828.521; Mitterrand, 7.694.005; Lecanvet, 3.777.120; Tixier-Vignancour 1.260.208...). C'est un signe du Ciel pour les militants MRP! Mais il y a un deuxième tour de scrutin! Il faut redescendre sur la Terre! Et la place est prise, au sommet, par une monarchie républicaine, une pensée dominante, l'arbitrage de l'argent dans la vie quotidienne des Français, le mérite mesuré par le niveau social et non par le travail. Le MRP, ramené sur terre, n'a pas envie de participer à cette fête-là.

Cependant, pour ne pas céder à la vague et pour tenir ouverte une porte sur un avenir meilleur, Jean Lecanuet va fonder un mois plus tard, en janvier 1966, un nouveau parti, le Centre démocrate, qui aura sa propre histoire durant les quinze années qui suivront.

Et les électeurs chrétiens, avec leurs sensibilités diverses, auront aussi la leur. La disparition du MRP n'entraînera pas leur absence dans les compétitions électorales. Ils s'engageront politiquement là où ils estimeront pouvoir être efficaces. Un exemple nous en est donné à travers les résultats du second tour de l'élection présidentielle dès le mois de décembre 1967: François Mitterrand, qui est le seul candidat de la gauche, gagne 2.925.730 voix. Ce gain traduit évidemment un transfert très fort, à son profit, des voix de Lecanuet, à savoir entre la moitié et les trois quarts selon l'estimation que l'on fait du transfert inverse sur de Gaulle, sachant qu'au second tour le nombre des suffrages exprimés a diminué (de 551.122).

Ce n'est pas tout. Le 8 décembre 1965, deux semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle en France, le Concile Vatican II s'est achevé à Rome, à l'issue de trois ans de travaux. L'événement est une profonde révolution pour les chrétiens du monde entier et, en France, pour les catholiques, et aussi les protestants qui, pour la plupart, votaient MRP; ils se sentent délivrés d'un poids, devenu insupportable, de préjugés de classe et libérés d'une confiscation de leur foi.

Avec le temps, le temps qui use tout ce qui existe, ces changements vont s'élargir et s'approfondir. Le besoin de contester l'autorité qui ne se mérite pas, la volonté de s'exprimer librement sans être sanctionné dans la conduite de sa propre vie, la libération de la femme, la libéralisation des mœurs, la dénonciation par le mépris ou par la moquerie des règles morales que les puissants ne s'appliquent pas à eux-mêmes, font craquer peu à peu les structures et les hiérarchies anciennes. Déjà en 1968, alors que de Gaulle est encore au pouvoir, la fête de la jeunesse dans les rues et les bâtiments publics à Paris annonce l'arrivée d'une autre société, d'une nouvelle libération après celle de 1944-45.

Le pouvoir politique établi ne cédera pas toute sa place; il adaptera son langage à l'événement; il saura utiliser à son profit la grande peur des bien-paisants; mais il s'affaiblira d'année en année sous l'effet de ses propres désordres et de ses échecs dans la gestion des affaires économiques et sociales. Si bien qu'à l'approche de l'élection présidentielle de 1981 (fixée au 26 avril pour le 1<sup>er</sup> tour) les pronostics sont réservés, d'autant que la droite a deux candidats rivaux, Giscard d'Estaing, président sortant, et Chirac. Il est vrai que le leader de la gauche, Mitterrand, a aussi un allié-rival, le communiste Marchais, ce qui réduit un peu l'attrait qu'il exerce sur le centre-gauche.

Pour les observateurs, la droite a pourtant, tout compte fait, un avantage: au pouvoir depuis vingt-trois ans, elle a en main toutes les commandes de l'Etat et elle sait s'en servir. Au premier tour de scrutin, c'est effectivement Giscard qui arrive en tête, avec 28,31% des suffrages exprimés, et qui compte rallier sur lui au second tour les voix de Chirac (17,99%). Et Mitterrand arrive en deuxième position avec 25,85% et il est assuré de rallier sur son nom au second tour les voix de Marchais (15,24%) et de

de l'écologiste Brice Lalonde (3,87%).

La surprise, c'est la répartition qui se fait entre ces différents courants au cours du second tour, le 10 mai :

- le score minimum de base prévu pour Mitterrand était de 45,06 %; il monte à 51,76 %;
- le score minimum de base prévu pour Giscard était de 46,30 %; il ne monte qu'à 48,24 %.

Et c'est le candidat de la gauche qui est élu président de la République après un règne continu de la droite pendant vingt-trois ans.

Certes, l'appareil électoral chiracien n'a pas joué franchement le jeu de l'unité de la droite au niveau des recommandations discrètes de vote, mais cela ne pouvait rien changer dans le résultat arithmétique d'un scrutin où il y a eu 29.760.956 suffrages exprimés.

En fait, à l'étonnement général, le corps électoral français vient de basculer à gauche. Et quel peut être le transfert de voix qui a provoqué ce basculement sinon celui d'une partie des électeurs chrétiens qui, auparavant, ne votaient pas à gauche (il y a 1.066.000 voix d'écart entre Mitterrand et Giscard) ?

Existe-t-il un rapport entre cet événement et l'histoire du MRP? Oui et non.

Pas de rapport direct puisqu'en 1981 le MRP n'existe plus depuis seize ans. En revanche, l'événement révèle à l'observateur que dans les familles chrétiennes où l'on votait MRP après la Libération et dans les années 50 les enfants et les petits-enfants ont commencé à voter à gauche. Ainsi, depuis une bonne vingtaine d'années, la Bretagne, où le MRP, prenant la suite des "démocrates populaires", fut accroché à la terre comme les menhirs, offre un peu partout l'image de cette mutation. J'en ai parlé plusieurs fois avec Marguerite Colin, qui connaît la Bretagne jusqu'au cœur. Dans nos villages, m'a-t-elle dit, les maires de la nouvelle vague, les "quadras", vont à la messe le dimanche comme leurs anciens mais ils sont élus parce qu'ils sont les candidats du PS. Eh oui! S'agit-il d'une conversion des socialistes à la religion chrétienne ou des chrétiens à la croyance socialiste? Il y a probablement les deux catégories et dans les deux cas c'est un progrès car la population suit, parce qu'elle y trouve la fidélité à son histoire.

Cette mutation, bien sûr, ne reste pas limitée à la Bretagne. Elle s'étend partout, avec vivacité dans des régions autrefois très anti-cléricales. Elle a poussé vers la gauche les grands journaux catholiques nationaux, La Croix et La Vie, elle a fait naître, ou a renforcé dans diffusion, des publications liées à des groupements de réflexion et de recherche, de voyages et d'enquêtes dans des pays où les chrétiens - souvent des arabes - sont persécutés. On y trouve le langage du PS mais aussi celui de l'extrême gauche, tenu et signé par des laïcs et par des clercs, qui déplorent la dérive des socialistes vers la social-démocratie, devenu depuis longtemps un centrisme mou. Faire la Révolution avec Strauss-Kahn serait à leur avis un pari stupide.

## DE QUELQUES CONTRASTES, AVEC LEURS ACTEURS

Eté 1948 : le MRP traverse sa première grande crise morale et politique : doit-il se résigner à gouverner avec la droite ou se maintenir dans une coalition avec la SFIO, au risque de provoquer de nouvelles élections d'où pourrait sortir un Front majoritaire SFIO-PC où le PC serait dominant ?

La question ne s'est pas posée jusqu'au passage du PC dans l'opposition, le 4 mai 1947. Auparavant, on était dans le Tripartisme (MRP, SFIO, PC), largement majoritaire à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République, assumant collectivement les responsabilités gouvernementales, pas toujours dans une harmonie parfaite mais avec la volonté commune de poursuivre les réformes économiques et sociales entreprises dès 1944 par de Gaulle au nom du Gouvernement provisoire de la République. Mais elle est posée dès le 5 mai...

Paul Ramadier, socialiste, président du Conseil, trouve une solution, au moins provisoire, au problème de la majorité gouvernementale en l'ouvrant quelque peu aux modérés. Mais au sein de son gouvernement-bis, remanié, les désaccords s'affirment, notamment entre SFIO et radicaux. Paul Ramadier démissionne le 19 novembre 1947.

Au sein du MRP comme ailleurs on a bien vu arriver cette crise. Le RPF l'exploite. Le 27 octobre, de Gaulle réclame la dissolution de l'Assemblée Nationale. Le 15 novembre, Albert Gortais, secrétaire général du MRP chargé de la doctrine, intervient à la Sorbonne dans une série de conférences organisées par la Fédération de la Seine; il explique en ces termes la force de pénétration du PC sur les masses populaires : « C'est l'exploitation de la misère et de l'injustice sociale... Ce n'est pas en se contentant de faire un barrage même puissant, mais purement négatif, derrière lequel, comme par hasard, trouveraient le moyen de se protéger et de se garantir les injustices, les privilèges contestables de certains intérêts particuliers, de certaines inégalités sociales qui, précisément, sont à la base du phénomène communiste lui-même. » A côté de lui se trouvent Marc Scherer, député MRP de la Haute-Marne, agrégé d'histoire, écrivain, spécialiste de Marx, et Jacques Madamba, agrégé d'histoire et écrivain, lui aussi.

C'est Robert Schuman, appelé par Vincent Auriol, qui trouve une issue à la crise. Il forme le 24 novembre 1947 un gouvernement où travaillent ensemble des ministres MRP, socialistes, radicaux, UDSR (Mitterrand) et un modéré, René Coty. On est ainsi entré petit à petit dans l'union dite de Troisième Force, dont la SFIO est membre à part entière, avec Jules Moch, Robert Lacoste, Marcel-Edmond Naegelen, Edouard Depierre, Christian Pineau, Daniel Mayer...

Mais la crise rebondit, plus aiguë, lorsque s'achève l'été 1948, après une première alerte, en juillet.

Renversé le 19 juillet 1948 par les socialistes et l'UDSR, Robert Schuman a pour successeur le radical André Marie, qui propose un gouvernement uniquement plus ouvert à droite : Paul Reynaud aux Finances et Affaires

économiques avec Petsche et Laniel comme secrétaires d'Etat; et plus abordable par la vieille garde radicale: Quenille, ministre d'Etat, Delbos à l'Education nationale.

C'est André Colin, secrétaire général du Mouvement, qui sonne l'alarme. A la réunion du Groupe MRP, élargie aux conseillers de la République et aux membres de la Commission exécutive, qui se tient dans la nuit du 25 au 26 juillet 1968, sous la présidence d'Ernest Pezet, Colin déclare: « Il est possible mais seulement possible, qu'en cédant nous sauvions la République, mais cette République sera celle des autres et nous serons coupables d'avoir installé au pouvoir nos adversaires et d'avoir créé un régime que nous avons à peine combattu! » L'assistance en est remuée mais elle se prononce à une faible majorité, pour la participation à ce gouvernement où vont entrer Teitgen, vice-président du Conseil (comme Léon Blum), Robert Lacourt (Justice), Yvon Couderc du Foresto (Ravitaillement), Joannès Dupraz, secrétaire d'Etat à la Marine, Pierre Pflimlin à l'Agriculture, Pierre Schneider à la Santé Publique et heureusement Robert Schuman aux Affaires étrangères.

C'est une expérience, dit-on. C'est surtout une expérience courte. Constatant un désaccord, prévisible et prévu, entre Paul Reynaud et les ministres socialistes, André Marie démissionne le 28 août. Auriol fait de nouveau appel à Robert Schuman et celui-ci est invité, pour la seconde fois, le 31 août. Sa majorité est courte (322 voix) et l'on entend bouillonner dans les couloirs les revendications des radicaux. Si André Marie n'a pas plu, pourquoi pas un autre radical, un homme d'expérience, n'est-ce pas?

Aux deux réunions que le Groupe MRP tient le 2 septembre 1968, pendant que Robert Schuman peine à former un gouvernement, c'est la révolte. Elle est ouverte et animée par Pierre Dominjon, qui a conquis un siège pour le MRP dans l'Ain, un département anti-clérical (son second de liste, Thérèse Sommier, visitante des prisons et directrice d'une maison de jeunes filles qu'elle a transformée en un repaire de maquisards durant la guerre) et le second siège de quelques voix. Cet avocat d'apparence paisible et réservée, refuse, pour des raisons morales, de renoncer à la grande espérance que lui a offerte le MRP, c'est-à-dire un grand renouveau de la démocratie qui est en contradiction avec le retour aux commandements des anciens de la Troisième République, ceux que Teitgen qualifie de « répulseurs blanchis ». Il propose une solution à la crise: que Robert Schuman forme un gouvernement MRP homogène et qu'il mette en application le programme du MRP! Si les autres partis ne lui laissent pas le temps de faire ses preuves et si la prolongation de la crise provoque de nouvelles élections, les électeurs jugeront. Accueil enthousiaste: Paul Boulet, député-maire de Montpellier, Joseph Dumas, André Lescorat, Charles Bosson, président du Groupe MRP au Conseil de la République, Paul Coste-Floret (et, aux réunions des 4 et 8 septembre, Edouard Moisan, Pierre Truffaut, Roger Devémy...). Avec une pointe d'humour de Paul Bacon: « Le MRP est-il sûr d'être homogène lui-même? »

Charles Bosson est particulièrement ferme: « Je suis surpris que certains de nos amis envisagent avec joie de faire route commune avec les radicaux en abandonnant les socialistes... Je suis très inquiet de la rupture qui s'aggrave entre le MRP et les syndicats... Former un gouvernement MRP homogène, est-ce une entreprise téméraire? Peut-être mais elle seule peut sauver le MRP et faire courir au pays sa meilleure chance! »

A la première réunion, Marc Sangnier se réfère au Bureau national dont "la volonté a toujours été de faire du MRP une grande vague qui surgirait entre la RPF et le PC" et il constate "avec amertume que nous sommes aujourd'hui moins ambitieux et plus réservés". Il "regrette de voir le MRP s'orienter vers des conceptions prudentes et médiocres; mieux vaudrait qu'il aille de l'avant, à visage découvert." A la réunion du soir, Pierre-Henri Teitgen déclare: "En rompant avec la SFIO et en nous alliant aux radicaux même sur le simple problème de l'indemnité parlementaire, nous perdons la confiance des classes laborieuses et nous donnons l'air d'être un parti de droite." En vain. Le premier intéressé, Robert Schuman déclare aux dirigeants du MRP qu'il ne se sent "pas apte à jouer une telle carte". Et il précise qu'il tient compte des soucis du MRP en ne confiant qu'un seul portefeuille aux modérés, celui de la Reconstruction et de l'Urbanisme, à René Coty. Ce qui amène les modérés à voter le 7 septembre, deux jours après la nomination des ministres au Journal Officiel, contre la composition du gouvernement!

Auriol appelle le radical Henri Queuille, qui a réussi une longue carrière ministérielle sous la Troisième République en commençant comme sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture le 20 janvier 1920 dans le premier gouvernement Millerand et en la terminant dans le Gouvernement Paul Reynaud, formé le 21 mars 1940, en qualité de ministre du Ravitaillement (pendant ces vingt ans, il a été vingt fois ministre, le plus souvent de l'Agriculture). Entre le MRP et lui il y a une certaine sympathie; car il a joué un rôle important dans la Résistance. Son gouvernement, formé le 11 septembre 1948, regroupe les quatre grandes formations de la Troisième Force; le MRP y participe avec Robert Lecourt (à partir du 13 février 1949) à la Justice, Robert Schuman au Quai d'Orsay, Pierre Pflimlin à l'Agriculture, Paul Coste-Floret à la France d'outre-mer, Pierre Schneider à la Santé Publique, André Colin à la Marine marchande; et, en outre, avec quatre secrétaires d'Etat: Alain Poher au Budget, Yvon Couëdu Foresto au Ravitaillement, Joannès Dupraz à la Marine nationale et Jules Catoire à la Santé Publique.

Est-ce l'apaisement? Provisoirement oui. Deux mois plus tard, à l'issue du renouvellement du Conseil de la République, le MRP tempête de nouveau "contre toutes les droites", notamment le Parti radical qui usé et abusé durant la campagne électorale, qui se déroule au niveau des élus locaux, des vieilles méthodes et des vieux réflexes qui datent de la Troisième République. Au soir du 7 novembre 1948, à l'issue du scrutin, le nombre des sièges MRP au Palais du Luxembourg passe de 56 à 18.

A la réunion du Groupe MRP au Palais-Bourbon, le 12 novembre, c'est un réquisitoire contre les procédés des cadres radicaux, bien sûr, mais aussi contre les électeurs modérés qui l'ont abandonné pour se réfugier dans le camp du RPF et de la droite.

André Monteil (Finistère): « Les gens qui nous sont restés fidèles, ce sont les humbles, les ouvriers, les écos uniquement faibles. Nous ne devons pas les décevoir. Or l'avenir ce n'est pas le RPF, ce n'est pas la Réaction, c'est le Peuple! »

André-François Mercier (Deux-Sèvres): « Nous avons été torpillés par les marchands de bestiaux, une partie du clergé, la droite et même certains éléments gouvernementaux. »

Raymond Moussu (Indre-et-Loire): « Des gros propriétaires, les commerçants les artisans ont voté contre nous, par égoïsme. »

Robert Buron (Mayenne) : « La Révolution de 1789 n'a pas encore été faite dans les régions catholiques de l'Ouest ... En raison de notre politique sociale, nous ne sommes pas parvenus à réduire ces populations catholiques qui sont restées monarchistes ou bonapartistes. »

Jacques Foulqy - Esperaber (Haut-Rhin) : « L'Alsace a voté par réaction nationaliste. C'est un pays où l'on vénère le sabre, la discipline et le silence. »

En place depuis le 14 septembre 1948, ce premier cabinet Queuille (il y en aura trois sous la Quatrième République) va durer jusqu'au 28 octobre 1949, laissant au temps son pouvoir de résignation ou d'apaisement. La majorité parlementaire, toujours aussi fragile, devient son ersatz de Troisième Force, où une partie, variable, des anciens RPF remplace les socialistes quand ceux-ci en sortent. Ces roves de secours sont d'ailleurs récompensés par les mêmes socialistes qui leur donnent des places au gouvernement (Guy Mollet); par les radicaux, qui pratiquent la même généralité (René Mayer, Mendès-France, Edgar Faure, Bourges-Maunoury, Félix Gaillard); par les modérés aussi (Laniel). Cette ouverture à la droite est juteuse pour les convertis.

Le MRP, le pauvre MRP, vit sa vie, tantôt en prière tantôt en colère. Il soutient tous les gouvernements - sauf ceux de Mendès-France et de Bourges-Maunoury - même s'il n'a pas de ministres. Et s'il n'a pas de ministres, c'est que le président du Conseil ne sollicite pas sa participation (c'est le cas avec Guy Mollet). Il lui arrive ainsi de sauver un président du Conseil menacé par le vote hostile d'un groupe fortement représenté dans son gouvernement. Dans ce genre de menace, les radicaux sont les plus doués et le dévouement du MRP les émeut au point qu'ils y trouvent une distraction.

Prof, la messe est dite : l'alliance MRP-SFIO ne renâtra pas.

A l'échelon des dirigeants du MRP, au Bureau national et à la Commission exécutive, au niveau des députés (on est alors en régime d'assemblée et le vote des députés est déterminé au terme des débats et des examens de conscience) on s'accommode aux circonstances. Mais, au sein du corps social MRP, il y a des frustrations et des résistances. Au fil des ans, le MRP perd des militants, des élus, des amis. Parmi ceux qui ont travaillé durant la guerre à sa création, certains prennent leurs distances, tels Denise Rendu, l'ancienne fiancée de Gilbert Dru, professeure agrégée de lettres à Lyon, Jean-Marie Dowerach, ancien camarade de Gilbert Dru dans la Résistance, devenu directeur de la revue Esprit et chargé de cours à Polytechnique, des universitaires, des syndicalistes, des journalistes ... Dominique, député de l'Ain, qui a fait ouvrir le débat de fond sur la place du MRP par rapport à la gauche et à la droite, en septembre 1948 (voir notre bulletin n° 79, pages 9 à 11) <sup>et 24 et 25</sup> décide de ne pas se représenter aux élections de 1951. Georges Hourdin patientera, comme membre de la Commission exécutive, jusqu'en 1958, puis disparaîtra de la famille MRP. Au sein de l'Eglise catholique, de grands esprits cesseront d'absoudre les faiblesses du Mouvement.

Cet appauvrissement du MRP en doctrine et en acteurs tout au long des années 50 est étrangement renforcé par les dirigeants du Mouvement eux-mêmes.



Au lieu de faire serrer les rangs dans la troupe, ils appliquent avec sévérité aux députés du courant de gauche - les plus représentatifs de la sensibilité populaire du MRP - les règles disciplinaires des statuts (en cas de vote contraire à celui du Groupe dans des débats importants) et à eux seuls; ils prononcent leur exclusion ou les laisse partir et ne cherchent pas à les retenir. L'abbé Pierre, qui sera l'homme le plus populaire de France durant quarante ans, démissionne. André Denis, le résistant - ajusteur - ouïllieur, Paul Boulet, professeur de médecine <sup>élu député J.R.</sup> exclu, ce qui entraîne la démission de Charles d'Arçon, symbole lui aussi de la famille, dans les Pyrénées.

Ce déclin, entretenu par ceux-là mêmes qui ont mis en œuvre (et dont certains ont participé à la révolte de septembre 1948) amène toutefois le Bureau du Groupe à organiser une réunion exceptionnelle de tous les députés MRP - elle durera quatre heures, dans le calme et le respect mutuel - pour savoir si le MRP a désormais d'autres bases de fonctionnement que les "circonstances" et, si c'est oui, pour découvrir le remède à cette maladie. Le débat a lieu le 9 février 1955 (à mi-chemin entre la création du MRP et sa disparition). Trois courants apparaissent (droite, centre, gauche) et le Groupe choisit finalement l'amitié que préserve le milieu, c'est-à-dire l'absence d'un choix politique. Jean Lecanuet l'a déjà dit à l'issue du Congrès national tenu à Lyon en mai 1951: « Dans les partis, on fait de la politique, au MRP on fait l'amitié. »

Autrement dit, en la "circonstance", les dirigeants du MRP font de l'auto-destruction.

J'arrête là ma vision des contrastes collectifs dans la vie du MRP et je poursuis mon témoignage avec des contrastes individuels (dont je limite le nombre, faute de place et de temps).

• Jean Gilibert (voir nos bulletins 68 et 87). En 1943, à 21 ans, il devient compagnon d'Edmond Michelet au mouvement Combat, en Corrèze. Il anime un groupe du réseau Noyantage des administrations publiques; il en devient le responsable pour toute la région Lyon et Sud-Est; il rencontre à Paris ou à Lyon Francis Gay, Georges Bidault, Robert Lecourt, André Colin, Gilbert Dru... Arrêté par la Gestapo en 1944, il est déporté à Buchenwald, d'où reviendra, meurtri mais vivant, le 18 avril 1945. Au Congrès national du MRP, tenu à Paris du 13 au 16 décembre 1945, il est nommé responsable de l'équipe des Jeunes...

Le temps passe. Il souffre de la réputation qui est faite au MRP par les médias. Il l'attribue à la disparition prématurée de ceux qui, à la base, l'ont voulu, l'ont créé, l'ont fait vivre: l'aventure des chrétiens résistants durant la guerre est devenue un mystère!

L'Amicale du MRP est créée en 1981. Il la boude, mais il conserve des liens avec ceux de ses membres qui n'ont rien oublié.

• Jean Lecanuet. Résistant, jeune professeur agrégé de philosophie, militant MRP, il assure la liaison entre les ministres MRP et le Bureau du Groupe MRP à l'Assemblée Nationale (tâche difficile). Il entreprend une carrière politique en se faisant élire député en Seine-Maritime. En 1965, il met en ballottage de gauche au premier tour de l'élection présidentielle. Pour renforcer ses bases électo-ralen normander, il brigue la mairie de Rouen, qui n'est freuable que par la droite...

Un soir, la fin des années 60, en fin de semaine, dans la cour du Palais - Bourbon, il charge dans le coffre de sa DS valises et documents. Il va rentrer à Rouen. Je m'approche et lui souffle amicalement ce petit mot : « Jean, ne penses-tu pas que tu dérives un peu trop à droite ? » Réponse : « Mon p'tit père, il faut bien survivre ! » Le canard fera mieux que survivre ! Député, sénateur, ministre, brillant, élégant, noble, éloquent, il donne aux Français l'image du plus grand parlementaire de son époque. Il présidera durant dix ans l'UDF, l'un des deux grands partis de la droite, l'autre étant le RPR de Chirac.

Sa réussite est éclatante, mais elle se situe à droite.

- André Diligent (voir nos numéros 87, 90, 93). Il assistait aux assemblées générales de notre amicale, il se disait grand lecteur de notre bulletin, en particulier de notre Histoire secrète, qu'il commentait avec un humour toujours en éveil. Militant MRP dans la ligne du Sillon, élu député MRP du Nord en 1958, puis sénateur centriste, vice-président du Centre démocrate, maire de Roubaix, successeur à ce poste du socialiste Victor Provo, dont il a été l'un des adjoints pendant vingt-huit ans (de 1949 à 1977), il adhère à l'UDF, créée par Giscard d'Estaing.

Le 21 novembre 2000, il invite ses amis à une petite cérémonie où il leur remettra un exemplaire de son livre, « La charrue et l'étoile » ; ça se passe dans le salon du Sénat réservé aux vice-présidents, en l'occurrence, ce jour-là, Jean Faure, lui aussi lecteur du journal de l'Amicale.

Il plaisante en commentant le titre symbolique de son ouvrage. « J'ai commencé par creuser le sillon », dit-il en substance, « en essayant de garder le regard sur la lumière. » Puis, devant quelques amis intimes, il ajoute, sur le ton de quelqu'un qui raconte une bonne blague : « Et maintenant, je vais terminer ma carrière en Giscardia ! »

Tragique d'Estaing ? Non, humour d'un homme reste libre ! Et en vérité sans étiquette.

- Philippe Farina (voir notre numéro 111, page 11). Décédé le 21 novembre 2006, il reçoit le 11 l'hommage posthume de ses très nombreux amis en l'église Saint-Eloi, sa paroisse dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où sept prêtres catholiques concélébrent une messe du souvenir devant une assistance de deux cents personnes, où l'on remarque Jacques Delors, Lionel Jospin, Bertrand Delanoë, une délégation d'élus socialistes parisiens, quelques anciens militants du MRP.

Dans son esprit, Philippe n'avait qu'une seule famille politique, qui avait connu deux époques successives : le MRP d'abord, puis après sa disparition, le nouveau Parti socialiste celui de Mitterrand. Son sillon ? Député MRP des Basses-Alpes (il a 29 ans quand il est élu) de 1946 à 1951 ; chef de cabinet de Maurice Schumann au Quai d'Orsay (le ministre est Robert Schuman) de 1951 à 1954 ; président de l'Équipe française des Jeunes au sein des Nouvelles Équipes Internationales, puis président de toute l'équipe française, puis secrétaire général, de 1954 à 1957 ; conseiller au cabinet de Robert Lecourt - ministre de la Justice, en 1957 et 1958 ; chargé par le Bureau national du MRP de parcourir la France pour y donner des conférences, adressées aux jeunes, sur la doctrine du MRP au début des années 60 (voir notre numéro 101)...

En 1961, alors que la régime gaulliste achève de s'installer et prétend confisquer l'État, Philippe fait un grand bond en avant : avec le Père Giraud, il fonde le « Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). Il en est le premier président laïc de 1961 à 1968 et le premier secrétaire général laïque de 1968 à 1977.

En 1973, huit ans après la disparition du MRP, il adhère au Parti socialiste fondé deux ans plus tôt, en 1971, à Epinay-sur-Seine, par François Mitterrand. Il est élu conseiller municipal dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. Il joue un rôle important auprès de la direction du parti. Il reste membre de l'Amicale du MRP jusqu'à son décès. Il vient aux assemblées générales et aux banquets annuels, avec son épouse Janine, elle aussi "MRP-PS". Il y joue volontiers, dans la joie générale, au moment des discours, le rôle de modérateur, pour rectifier les propos de Jacques Mallet sur "nos valeurs". A chaque fois, il a droit à une petite ovation.

● Jean-Marie Leuwers et les Géants de la foi, à Lille (voir nos numéros 100, page 4; 101, pages 5 à 7; 102, pages 5 à 18).

Dans le cadre des grandes fêtes du programme "Lille - 2004, capitale européenne de la culture", la diocèse de Lille, soutenu par l'Eglise réformée locale, organise pour le dimanche 13 juin, sur la parvis et à côté de la cathédrale (Notre-Dame de la Treille) une fête, conforme aux coutumes du Nord, des Géants de la foi. Le sujet, c'est la JOC et son histoire. Les moyens, ce sont 30 géants, dont deux sont consacrés à la mémoire de Fernand Bouxom et d'André Diligent; 30 stands présentant des photos, des objets, des journaux ("l'aube"), des documents; des chorales, des chants, des mimas, des représentations scéniques où les acteurs sont des joueurs, en activité ou anciens, dont certains sont passés à l'ACO. On attend 3000 visiteurs.

Informé de notre existence par un ancien MRP, Jean-Marie Leuwers, chargé de l'ensemble des préparatifs, me téléphone pour demander une documentation sur le MRP, qu'il présentera dans le stand consacré à Fernand Bouxom, ancien "permanent national" de la JOC, ancien député MRP.

Heureux et étonné de recevoir un tel appel - à l'Amicale nous n'y sommes pas habitués - je plonge dans mes archives, je trie, je lui envoie le fruit de mes recherches et quelques exemplaires de notre bulletin, je lui demande de bien vouloir m'adresser, le jour venu, un compte-rendu, illustré, de sa fête, pour publication. Nous avons plusieurs entretiens téléphoniques. Mais qui est donc ce personnage qui a l'envie et les moyens de fêter au public la mémoire du MRP quarante ans après sa disparition? Je lui pose des questions, plusieurs fois, car il reste discret sur ce point. J'insiste. Enfin il parle. Il est prêtre, il a le même âge que moi, il a été curé de saint-Vincent de Paul à Lille pendant dix ans, titulaire du doyenné de Lille-Sud (cinq paroisses) ... souffleur général de l'Action Catholique Ouvrière de 1966 à 1974, souffleur général du Mouvement Mondial des Travailleurs Chrétiens de 1974 à 1979 ... réalisateur et animateur de manifestations populaires pour la diffusion de l'Évangile et de la vraie signification de ses messages. « Comment vote-t-on dans ce peuple chrétien auquel vous avez consacré votre vie? ». Je lui pose la question, par déformation professionnelle. Ça l'amuse. Il me répond: « Ils votent socialiste, pour la plupart. »

● Félix Lacambre. Ouvrier, militant MRP, candidat aux élections législatives de novembre 1946, dans la Seine, sur la liste MRP conduite par Marc Sangnier, orateur-vedette dans les congrès nationaux du MRP, syndiqué à la CFTC, membre de la direction de l'A.C.O., militant du Parti socialiste après la disparition du MRP, embauché au journal "La Croix", où il se formera au métier jusqu'à devenir chef du Service des informations religieuses, Félix Lacambre n'était pas membre de notre Amicale. Il est décédé le 11 décembre 2007, dans son quartier de

Ménilmontant, où il était une personnalité moralement très influente.

Me souvenant de ses discours dans les congrès du MRP et trouvant son nom dans la revue "Les Cahiers du Libre Avenir", j'ai repris contact avec lui en mai 2001. Il m'a répondu par téléphone et par lettre: « J'étais avec Robert Buron pour fonder "Objectif 72", devenu "Objectif socialiste". Robert Buron était au Congrès d'Épinay (de fondation du PS) en 1971 ... Je suis entré au PS par les Assises du Socialisme en 1974 ... Je suis toujours (à bientôt 80 ans) de cœur et de prière solidaire avec ceux qui continuent à se battre sur les chantiers qui furent les miens (CFDT, PS, Solidarité Français - Immigrés, ACO) ... » Il oublie le MRP.

- Bernard Lambert et Nestor Rombeaut (voir notre numéro 99, pages 6 à 9). Leurs victoires en Loire - Inférieure aux premières élections législatives de la Cinquième République (23 et 30 novembre 1958), dont ils sont les premiers surpris, renforcent la vigueur manifestée par l'ensemble du nouveau Groupe « des républicains populaires et du Centre démocratique ».

Candidat du MRP dans la circonscription de Châteaubriant, Bernard Lambert, 27 ans, paysan pauvre, président du Centre National des Jeunes Agriculteurs (notre ami Henri Catherin était membre du Bureau), bat au second tour de scrutin le radical André Morice, député sortant, élu et réélu depuis novembre 1946 et treize fois ministre depuis 1947. Les électeurs de la génération d'avant y perdent leur latin (de messe) et donnent un vainqueur, ce fouge qui va à la messe, comme eux, le surnom de « communiste blanc. »

Candidat du MRP dans la circonscription de Saint - Nazaire, Nestor Rombeaut, 47 ans, ancien ouvrier aux Chantiers Navals, responsable régional de la CFTC, bat au second tour l'Indépendant G. Hersart de la Villemarqué. De quoi faire trembler l'Armor et l'Arcoat.

## A LA RECHERCHE DU TEMPS PRÉSENT

### Humanistes ou racistes ?

Dans le numéro 120 de notre journal "Le MRP vous parle!", paru en mai, la rubrique "A la recherche du temps présent" est consacrée en grande partie à la Palestine sous la forme d'une revue de presse, où l'on trouve l'opinion de juifs, de musulmans, de chrétiens et d'incroyants sur les massacres de Gaza (pages 8, 9 et 12).

Que s'est-il passé depuis mai ?

Les hauts dirigeants des grandes puissances occidentales ont fait de nouveau le voyage de Jérusalem et courageusement - car le risque qu'ils se rendent ridicules une fois de plus était grand - ils ont invité les dirigeants d'Israël à rouvrir les négociations avec l'Autorité palestinienne. Réponse immédiate : nous allons réaliser un nouveau grand programme immobilier en Palestine pour y loger de nouveaux colons et (ce n'est pas dit mais tout le monde le sait) pour justifier ensuite leur annexion à l'État d'Israël.

Ainsi le gouvernement israélien poursuit-il sa politique d'expansion coloniale dans un territoire qu'il fait occuper par son armée depuis 1967 en dépit des demandes répétées des Nations Unies. Les colonies sont d'ailleurs protégées par l'Armée, en permanence.

Le retrait des troupes d'occupation israéliennes ne subsiste donc plus que dans l'imagination des Occidentaux, qui, en revanche, continuent à la Résistance

paléstinienne le droit de combattre l'occupant. Or ce retrait, et lui seul, peut établir une coexistence paisible entre Israéliens et Palestiniens d'après au moins deux hautes personnalités religieuses, Mgr Michel Sabbah, patriarche latin de Jérusalem jusqu'en 2007, et Mgr Philippe Brizard, directeur général de l'Œuvre d'Orient et président de Pax Christi.

Pourquoi cet entêtement des dirigeants israéliens à poursuivre la guerre et celui des dirigeants occidentaux à laisser les dirigeants israéliens la poursuivre ? Historiens, sociologues, ethnologues, psychologues pourraient s'associer pour la comprendre. Mais ne serait-ce pas tout simplement le racisme ? A l'issue de son enquête sur l'opération "Plomb durci", le Conseil des droits de l'homme de l'ONU dit qu'elle a été soigneusement planifiée, de manière à "punir, humilier et terroriser" les habitants de Gaza dont "la dignité même était visée". Un tel constat (signé par un juge sud-africain) ne signifie-t-il pas que les responsables des massacres de Gaza considéraient leurs victimes comme des êtres d'une race inférieure ?

Chacun a sa sensibilité propre, certes, mais chacun a aussi sa dose de lâcheté propre. Et le racisme est un produit de la lâcheté. Et, c'est sûr, dans notre monde moderne, qui se dit moralement majeur, on peut être lâche au point de céder à des intérêts financiers, ou électoraux quand on fait une carrière politique. On peut aussi être lâche et croire que ça ne se voit pas parce qu'on ne parle pas du sujet. On se trompe. La lâcheté, ça se voit même sur un visage qui se croit lisse.

Après la parution du numéro 120 de notre journal, on m'a transmis quelques échos de critiques formulées contre ma revue de presse par des lecteurs. L'un d'eux y aurait même trouvé de la haine. Ah bon ! Et l'opération "Plomb durci", c'était une distribution de chocolats fondants ? Etant donné que tous les lecteurs du "MRP vous parle !" sont adorables, je requerrais seulement contre eux la mise à l'eau et au pain sec durant une semaine. Sans plomb ni chocolat.

On m'a donné à lire cette phrase de l'un d'eux - celui qui parle de haine - : « Pourquoi les dits combattants du Hamas sont-ils planqués coura-  
-geusement, mettant en avant les civils, les femmes et les enfants ? » C'est amu-  
-sant ! Pourquoi, en 1944, sur le plateau des Glières, sur les montagnes du Vercors, dans le Massif du Morvan, dans le Limousin, sur les routes montant de Tulle, en direction du Nord en passant par Oradour-sur-Glane, et ailleurs, <sup>Corrèze</sup> pourquoi les maquisards se planquaient-ils, avant d'attaquer l'occupant sur-arivé, dans les forêts, bien sûr, mais aussi dans les maisons, les jardins, les fermes, les étables et même dans les mairies\*. Pour paraphraser mon con-  
-tradictoire, j'ajouterai ceci : « il ne faut pas oublier que le massacre d'Oradour-sur-Glane a été provoqué "par les attaques terroristes incessantes" de la Résistance. » Professeur, faudrait peut-être bien retourner à l'école !

En attendant, il en remet une couche, le professeur. « Vous devriez vous rappeler qu'Israël est le seul Etat démocratique de la région, le seul aussi qui garantisse une véritable liberté religieuse », écrit-il. "Etat démocratique ? Comme l'était la République Sud-Africaine jusqu'à l'abolition de l'apartheid ? Oui ou non ?

\* ... les écoles, les hôpitaux, les églises, les presbytères, les monastères...

Voici un extrait du témoignage d'une habitante de Jérusalem, qui date du 13 juillet 2009, et que publie L'Œuvre d'Orient (une organisation terroriste probablement) dans son bulletin n° 756 (3<sup>e</sup> trimestre 2009), pages 240 et 241.

« C'est le cœur lourd que je vous écris au moment où deux maisons ont encore été démolies aujourd'hui à Beit Hanina et à Silwan. Les ordres d'expulsion, d'expropriation de terrains et de démolition de maisons sont devenus une activité quotidienne des forces israéliennes d'occupation à Jérusalem Est, sous les yeux du monde entier. Les renouvellements de permis pour les couples qui veulent regrouper leurs familles sont différés sans fin et sans aucune explication. C'est une procédure obligatoire lorsque l'un des conjoints n'est pas originaire de la zone de Jérusalem. Et, lorsqu'un nouvel enfant naît à Jérusalem, les parents doivent faire la preuve qu'ils vivent réellement à Jérusalem en fournissant tout un ensemble de documents comportant les feuilles d'impôts locaux, les factures d'électricité, de téléphone, etc. pour pouvoir faire inscrire l'enfant sur les registres. Comme si leurs cartes d'identité ne constituaient pas une preuve suffisante.

Des limitations sont imposées aux organisations et aussi aux écoles, de façon à accroître la pression sur eux et à rendre leur présence à Jérusalem anormale ou à les pousser hors de la ville. Même les activités culturelles et les festivals sont devenus un grand défi pour les organisations et leurs sponsors en raison des obstacles que leur opposent les ordres de l'armée.

Quand Israël, qui prétend être un pays en pointe dans le monde des arts, interdit à une petite communauté le plaisir de participer à des festivals de musique et de littérature, il y a quelque chose qui ne va pas dans le psychisme des forces d'occupation. Elles préféreraient sans doute nous voir lancer des pierres et des bombes pour qu'elles aient une bonne raison de nous enfermer ou de nous expulser du pays. Mais nous ne leur ferons pas ce plaisir ; nous allons défendre nos droits et notre liberté par la musique, l'art, le théâtre et la littérature et tout autre mode de résistance non violente.

Je clos cet intermède et j'en viens à la toute première lettre que j'ai reçue en réponse à mon courrier de juillet contenant le n° 121 du journal de L'Amicale. Je l'ai reçue le 28<sup>e</sup> juillet et elle était de Jean-Marie Meyer.

Notre ami, dans cette lettre, commençait par évoquer la mémoire de Gilbert Dru, abattu le 27 juillet 1964, à Lyon, place Bellecour (sa lettre était datée du 27). Comme je l'avais évoqué moi-même en rédigeant l'éditorial du numéro 121, en y ajoutant, en note, que "Le Nouvelliste" le journal catholique de Lyon, le qualifiait de "terroriste".

A propos de ce qu'il avait lu dans les numéros précédents de notre journal sur la Palestine et le drame de Gaza, il m'a écrit ceci : « Je tiens à vous dire que ce qui a été écrit sur les Palestiniens éclatait de vérité. » Honoré, fier, heureux, oui je le fus ce jour-là !

Jean-Marie Mayer, agrégé d'histoire, a été professeur d'histoire contemporaine à Paris-Sorbonne et à l'Institut d'études politiques de Paris, puis directeur de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine au CNRS; il a contribué fortement au succès du dernier grand colloque organisé avec la participation d'anciens dirigeants du MRP (dont Pflimlin), sous le titre "Regards sur le MRP," le 10 décembre 1996 au Palais du Luxembourg.

## POUR TERMINER CETTE LETTRE..

Comme témoin privilégié de la vie quotidienne du MRP à l'échelon national, au Palais-Bourbon et dans les congrès nationaux du Mouvement, d'octobre 1947 à février 1963, je viens de traiter modestement dans les vingt premières pages de cette lettre: 1° de l'évolution du corps électoral du MRP et de ses effets sur les dirigeants et les élus, sur leurs analyses, leurs ambitions, leurs projets; 2° des forces centrifuges qui en ont résulté, jusqu'à créer durablement dans le parti une dualité chaque fois qu'il avait à choisir son positionnement sur l'échiquier électoral et donc ses alliances; c'est ce que j'appelle ses contrastes, toujours bien vivants dans notre amicale.

Je crois utile d'y ajouter les quelques remarques suivantes.

L'affaiblissement électoral du MRP en 1958 et en 1962, qui se traduisit notamment par une régionalisation de ses élus et rappela ainsi les difficultés rencontrées par les "démocrates populaires" de l'avant-guerre, liés aux contraintes qu'imposait le retour au scrutin uninominal à deux tours pour l'élection des députés, fit naître dans les deux courants une volonté de se regrouper pour en revenir, avec les forces vives qui restaient disponibles, à la vocation originelle du MRP.

En 1965, cette volonté amena les dirigeants du Mouvement à étudier avec ceux de la SFIO la possibilité de faire naître ensemble une « grande fédération démocrate (et) socialiste », qui occuperait la place d'une nouvelle gauche moderne (face à la droite, majoritaire à l'époque). Au Congrès national de Vichy, en mai, les congressistes MRP virent dans cette idée, qui rompait totalement avec le passé, leur ultime espoir...

Restait à régler les problèmes stratégiques électoraux, posés par un tel pari, auquel les électeurs n'étaient pas préparés.

La SFIO devait son poids parlementaire (en nombre de députés) à son accord de désistement mutuel avec le PC au second tour des élections. Cet avantage était alors facilement mesurable: aux élections précédentes, celles de 1962, la SFIO avait obtenu 2,3 millions de voix (12,5 % des suffrages exprimés) et le PC 4 millions (22 %). Comment y renoncer sans être assuré de pouvoir le compenser avec une autre source ?

Le MRP, lui, aurait à faire disparaître dans sa clientèle, fidèle ou sceptique, l'idée ancienne mais toujours fixée dans les esprits, que le socialisme était un mélange de marxisme occidental, antireligieux, et de syndicalisme agressif, déclencheur de toutes les grèves, toujours à la merci de la CGT, elle-même marxiste.

Malgré une bonne foi égale des deux côtés, MRP et SFIO, ce projet de création d'une gauche démocratique, semblable à celle des autres pays européens, fut abandonné.

Il arrivait trop tard! Ou trop tôt ?

Quelques années plus tard, c'est François Mitterrand, qui n'était pas adhérent de la SFIO et dont la pensée évoluait vers le socialisme en partant du centre,

qui allait changer totalement la donne en imaginant qu'il était possible de réduire le PC aux dimensions d'un petit parti en lui offrant, après la naissance d'un nouveau parti socialiste à Spinay-sur-Seine en 1974, de s'allier avec lui dans une Union de la Gauche. On ne le crut pas, tout d'abord. Mais il gagna son pari, avec un tel bonus qu'il réussit à se faire élire et réélire à la présidence de la République, en 1981 et en 1988.

Le corps électoral n'était plus figé. Le PC perdait le pouvoir de blocage qu'il avait depuis 1947. La démocratie française se modernisait...

Cher à bonné, cher lecteur, cher ami,

Entre membres de l'Amicale du MRP, qui sont tous adorables, je le répète, on s'écoute mutuellement. Mais à quoi bon aller jusqu'à discuter avec l'autre s'il se trouve, sur un problème de fond, du côté opposé de la barricade?

Il ne faut pas gâcher l'avenir.

Je ne viendrai donc pas à la prochaine assemblée générale.

Mon absence ne changera rien aux décisions que pourra prendre cette assemblée. Toutes les questions qui pourraient m'être posées ont déjà des réponses longues et précises dans mes deux courriers, celui de juillet et celui-ci.

Je ne demande rien.

Je m'attribue un congé sabbatique.

Utilisant un langage plus ancien que nos divisions, je vous assure que je suis vôtre. Adorablement, cela va de soi.

Parini

Je vous rappelle mon adresse:

Jacques PARINI  
8 bis allée des Tilleuls  
92190 MEUDON

Si vous avez prévu de ne pas venir à l'assemblée générale, n'oubliez pas qu'un pouvoir n'indiquant pas votre opinion ne sert à rien d'autre qu'à vérifier que le quorum est atteint. Précisez donc votre opinion sur votre pouvoir et adressez celui-ci directement à Anne-Marie Cathérin, secrétaire générale; c'est elle qui a eu charge le dossier des pouvoirs.

Cyriaque Decamme, ancien secrétaire général de l'Amicale, est décédé le 18 août, dans sa 86<sup>e</sup> année. A ses obsèques, célébrées le 25 août à Notre-Dames-des-Champs, Jean-Marie Dailllet, entouré de cinq autres membres du Bureau de l'Amicale, lui a rendu hommage.

J. P.

Ce courrier, comme celui de juillet, est un message personnel que j'adresse - se aux membres de l'Amicale et aux abonnés de son journal. Il n'est pas destiné à une publication; il n'engage que moi; j'en assume le coût.

J. P.